



L'actualité du **MILITANT** des Industries Chimiques

N° 129
27 février 2009

19 mars : 3 semaines pour en faire une **journée historique**

par la force de **mobilisation des salariés !**



Sommaire

■ Edito

19 mars : 3 semaines pour en faire une journée historique par la force de mobilisation des salariés !
(page 1)

■ Economie & politique

Les profits en « trois tiers » : un slogan anti-salaire. (pages 2 et 3)

■ **Solidarité financière** avec les Plastic Omnium à St Romain.
Bulletin adhésions nouvelles 2009
(page 4)

Le 19 mars sera-t-il de la même ampleur que le 29 janvier ? A en croire les médias, les salariés et la population ne se sont pas laissés « embobiner » par le show Sarkozy, ses mesurette de saupoudrage ne répondant pas aux attentes sociales.

Reste que le 19 mars doit être une journée plus puissante par le nombre de salariés en grève et à manifester ce jour là... et que nous avons de la marge, des efforts à accomplir, pour que tous nos syndicats CGT s'inscrivent dans cette action nationale pour amener les salariés des entreprises à participer et à venir nombreux et massivement.

D'autant plus que les revendications CGT doivent être plus que jamais mises en avant, débattues avec les salariés, servir de socle commun pour les négociations. Le cadre unitaire est certes le moteur de la mobilisation mais la CGT ne peut s'en contenter. Nous avons à donner des perspectives au travers de nos analyses, nos propositions CGT. C'est là la meilleure façon d'œuvrer au prolongement du 19 mars avec des exigences conformes aux besoins, rendant plus difficiles les ma-

nœuvres politiciennes de division et d'éparpillement des forces.

En France, comme en Guadeloupe, les exigences portent essentiellement sur la revalorisation des salaires, ce à quoi se refusent tant le pouvoir politique que le patronat. Il nous faut faire un 19 mars encore plus fort, plus puissant. C'est essentiel, incontournable pour ouvrir des perspectives pour l'après 19 mars qui permettront de gagner des négociations sur notre cahier revendicatif.

IL NOUS FAUT OCCUPER, PENDANT LES TROIS SEMAINES QUI VIENNENT, TOUT LE TERRAIN AVEC TOUTES LES FORCES MILITANTES POUR DÉBATTRE, CONVAINCRE, GAGNER À CE QUE LES SALARIÉS PARTICIPENT MASSIVEMENT À L'ACTION.

PARTOUT, DÉFINISSONS DES PLANS DE TRAVAIL DANS CHAQUE DIRECTION SYNDICALE SUR LES TROIS SEMAINES À VENIR, POUR UN 19 MARS PUISSANT, À LA HAUTEUR DES ENJEUX.

Février 2009

23 au 27 - stage CHSCT
27 - Collectif 2SPE à Dunkerque

Mars 2009

9 et 10 - CEF-FNIC CGT
9 au 13 - stage protection sociale
12 - AG syndicats Navigation de Plaisance - UD Vendée (85)
Réunion Collectif Nord-Pas de Calais à entreprise ROQUETTE

19 - journée de mobilisation interprofessionnelle.

24 - Collectif Animation

25 - Bureau UFICT
AG syndicats CGT branche Caoutchouc
AG syndicats CGT branche Pétrole

23 au 27 - stage de base

30 - Collectif Formation Syndicale

Avril 2009

1 - Collectif pharmacie élargi à l'ensemble des syndicats.

Paritaires

Février 2009

26 - SNCP - Observ.métiers
- LEEM - CPNE

Mars 2009

4 - LEEM -emploi -CCN
11 - CSRP - égalité profes.
- UFIP - égalité profes.
12 - UIC - PEI PERCO
18 - FIN - Salaires
- UFIP - pénibilité
19 - PLASTURGIE - com.
mixte
26 - LAM - Classifications
- UFIP - OPMQ-GTPa



Les profits en «trois tiers» : un slogan anti-salaire.

Dans son émission antigrève du 5 février dernier, le chef de l'Etat a évoqué un partage des bénéfices des entreprises en trois tiers, entre les salariés, les investissements et les actionnaires.

Ce slogan présidentiel peut paraître une réponse, même incomplète ou biaisée, à l'une des demandes populaires les plus légitimes : un partage des richesses plus équitable, d'autant plus à notre époque où l'écart grandit entre le salarié que le patron destine au chômage partiel, et le chef d'entreprise/actionnaire qui reçoit des dividendes se chiffrant en années, voire en siècles, de SMIC.

Pour dépasser l'effet d'annonce du prestidigitateur, il faut se pencher sur les comptes des entreprises et mesurer l'impact d'une telle mesure, si tant est qu'elle soit adoptée un jour.

Le chiffre d'affaires (la somme de toutes les factures payées par les clients) d'une entreprise se décompose en plusieurs parties, comme le montre le schéma ci-contre. La valeur ajoutée, différence entre ce qui est vendu et ce qui est payé, correspond à la richesse créée par le travail dans l'entreprise. Nombre de commentateurs confondent d'ailleurs valeur ajoutée et profit, qui n'en est qu'une partie.

La branche Chimie, qui emploie 230.000 salariés, a un chiffre d'affaires de 81 milliards

d'euros, une valeur ajoutée de 27 Mds, une masse salariale de 9 Mds. Dans cette branche, le travail humain crée donc une richesse (27 Mds) trois fois supérieure à son propre coût (9 Mds). Le montant des investissements s'élèvent à 3 Mds d'euros.

Pour l'économie française tout entière, la part des salaires dans la valeur ajoutée est passée de 74% à 64% (source Comptabilité nationale). Dans la Chimie, on est à un chiffre de S/VA égal à 33%. Dans le Pétrole, c'est pire, environ 15% !

Autrement dit, un salarié de la Chimie qui commence sa journée à 8H du matin a payé son salaire et ses cotisations sociales à 10H40, les 5H20 restantes servant à rémunérer le Capital.

Ce capital détourne la richesse créée par les salariés, alors que ces derniers s'attendent à bénéficier du fruit de leur travail. Cette situation crée un antagonisme, un conflit d'intérêt, qui est nommé «*lutte des classes*». La lutte des classes n'est donc pas un choix politique, mais une conséquence directe de la nature du capitalisme, et de l'opposition d'intérêts entre le capital et le travail.

Le slogan de Sarkozy semble, de ce point de vue, mettre tout le monde d'accord : «*Partageons les profits en trois tiers*», d'un air de dire «*les patrons profiteurs ça suffit*».

D'ailleurs, la présidente du Medef, a compris le rôle qu'elle devait jouer dans cette opération de diversion. Elle s'empresse de rappeler aux médias que « *le profit ne se partage qu'en deux : les dividendes et l'autofinancement* », autrement dit : les actionnaires et les réserves de l'entreprise).

Si l'on couche sur le papier les trois tiers, on s'aperçoit qu'une nouvelle répartition est créée dans l'entreprise : à valeur ajoutée constante, à dividendes constants (exigence des actionnaires oblige), on est obligé de faire grossir sous la bannière « profit » une rémunération non socialisée, qui existe d'ailleurs aujourd'hui dans les grands groupes : la participation/intéressement. Ceci au détriment des salaires !

Le tour de passe-passe est éventé : là où le chef de l'Etat nous parle d'un partage des richesses plus équitable, on voit en réalité un transfert du salaire vers une forme non salariale de rémunération. Non seulement ceci risque de mettre en péril le financement de la protection sociale, car la participation n'est pas soumise à cotisations, mais surtout, on subordonne le paiement du travail à son résultat, c'est-à-dire qu'on amplifie l'autoexploitation des salariés, en liant très fortement leur rémunération au profit de l'entreprise : les salariés d'une entreprise deviennent autant de sous-traitants indépendants, dont le revenu est lié à leurs propres « performances » individuelles. Enfin, qu'advient-il des salariés dont l'entreprise affiche une comptabilité déficitaire, et ne verse pas de dividendes : les salariés doivent-ils accepter des baisses de rémunération ? de rendre de l'argent ?

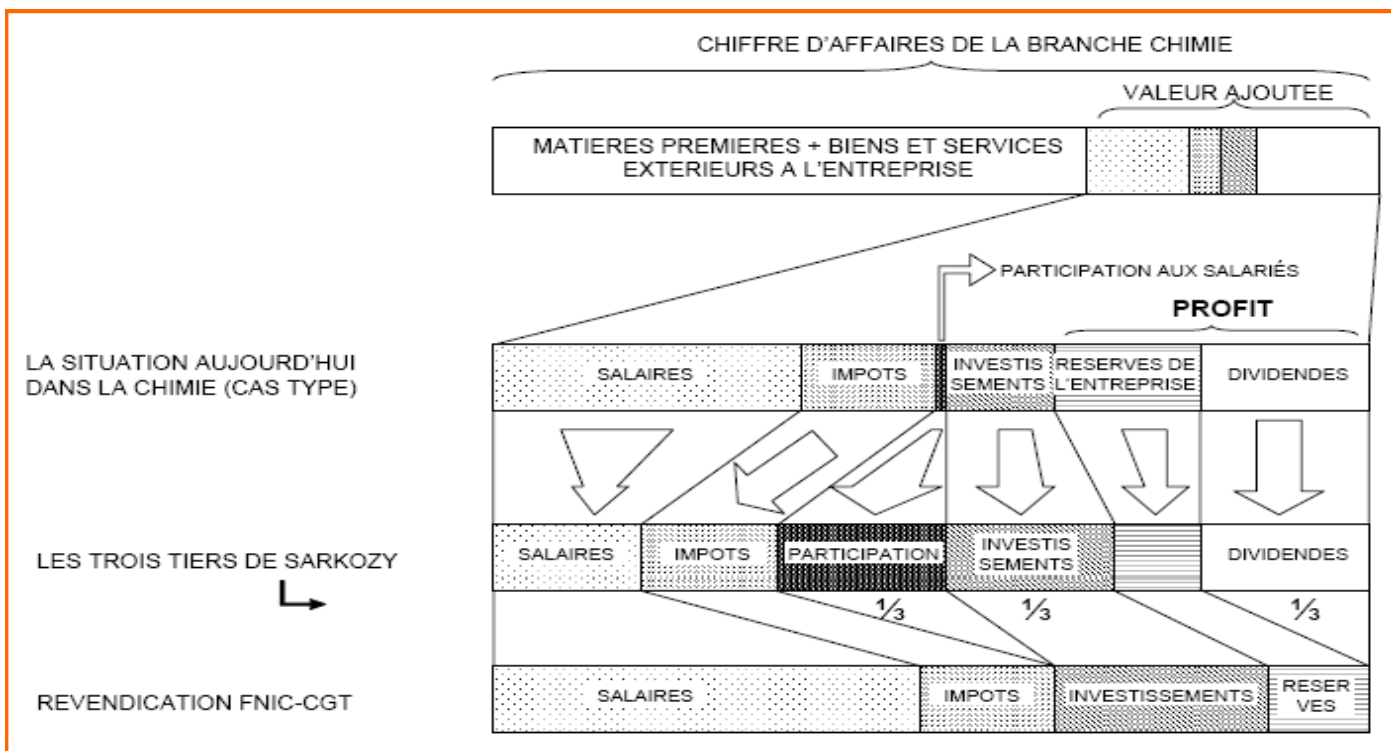
Pour la FNIC-CGT, la meilleure taxe sur le capital, c'est le salaire. Le salaire socialisé. Le salaire paye la **mise à disposition** de la force de travail par le salarié, pas le résultat de ce travail. Quand on essaie pendant une heure de met-

L'Insee indique que pour un chiffre d'affaires de 2260 milliards d'euros, les entreprises ont réalisé en 2006, 137 milliards d'euros de bénéfices avant impôts (soit 6% de leur CA), ont payé 41 milliards d'impôts sur les bénéfices, et leur est resté 95 milliards d'euros à partager. Sur cette somme, 75% sont partis aux actionnaires, 16% en participation/intéressement et il n'en restait que 9% pour financer le développement des entreprises.

tre en route un appareil ou une installation qui refuse obstinément de démarrer, on n'est pas payé zéro, mais une heure de travail.

Au lieu de proposer un partage des profits, dont l'existence même indique que l'exploitation capitaliste est présente, nous proposons un autre partage de la **richesse** créée, c'est-à-dire de la valeur ajoutée (voir schéma). Dans ce partage, les salaires augmentent fortement, ainsi que les investissements. Les dividendes et la participation aux salariés sont annulés : aucun besoin de rémunérer un capital qui ne crée pas de valeur ajoutée ; aucun besoin non plus d'une rémunération calculée sur un profit qui n'existe plus puisque remplacé par du salaire.

NE NOUS Y TROMPONS PAS, LE SLOGAN DES TROIS TIERS N'EST QU'UN LEURRE, DESTINÉ À DÉTOURNER L'ATTENTION DE LA QUESTION CENTRALE DE LA CRISE : CELLE DES SALAIRES.



Orga

Appel à la Solidarité

des Plastic Omnium de St Romain (76)

Depuis plus de trois semaines les salariés de **Plastic Omnium** à **St Romain (76)** sont en lutte.



Ils sont 200 qui vont perdre leur emploi suite à la décision de la fermeture du site. Ce qui justifie cette lutte exemplaire pour la défense de l'emploi, le respect et la dignité des travailleurs. Bien évidemment s'inscrire dans la durée d'un conflit n'est pas sans conséquence pour les salariés et leurs familles, c'est pourquoi la **FNIC CGT** lance **un appel à la solidarité financière** à tous ses syndicats pour soutenir nos camarades dans la lutte. Que ce soit 5,10, 15€ ou plus, il n'y a pas de petit geste de solidarité et de fraternité, un jour peut-être se sera nous. Vous pouvez faire parvenir votre solidarité financière à la FNIC CGT en précisant « **solidarité lutte PO** » qui transmettra.



Adhésions nouvelles 2009

Le syndicat CGT _____
 Adresse _____
 Code postal _____ Localité _____
 Dispositions prises _____

Résultats obtenus (nombre nouvelles adhésions)

■ Jeunes	<input type="text"/>	Nombre total d'adhésions depuis le 01.01.09 _____
■ Femmes	<input type="text"/>	
■ UFICT	<input type="text"/>	Abonnements NVO depuis le 01.01.09 _____

à retourner à la Fédération afin de faire le bilan des initiatives et des résultats obtenus.

Pour un tourisme différent, social et solidaire !

www.touristravacances.com

Réservations 0890 567 567 (0,15 € la min.)

